

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 25 SEPTEMBRE 1928.

Rapport de la Commission des Affaires Étrangères, chargée de l'examen du Projet de Loi approuvant l'Accord entre la Belgique et la France relatif aux travailleurs frontaliers et saisonniers.

(Voir les nos 296, 302 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 16 et 22 août 1928.)

Présents : MM. le baron DESCAMPS, président ; le chevalier BEHAGHEL DE BUEREN, le duc d'URSEL, FRANÇOIS, LEYNIERS, POLET, VOLCKAERT, le vicomte ADRIEN VILAIN XIII et DIGNEFFE, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Depuis nombre d'années des ouvriers belges habitant nos régions voisines de la frontière de France, (on évalue leur nombre à plus 100,000 à l'heure actuelle) vont régulièrement chercher du travail dans ce pays, tout en conservant leur domicile et en laissant résider leur famille en Belgique.

De même des ouvriers français en moins grand nombre il est vrai, viennent s'embaucher en Belgique, tout en restant domiciliés dans une commune française voisine.

Ces travailleurs dont la situation n'était pas ignorée des autorités des deux pays, passaient naguère les deux frontières sans difficulté : le temps ayant consacré les usages, toutes facilités leur étaient données pour leur permettre d'aller à leur travail dans le pays voisin, comme pour rentrer chez eux après journée.

Au lendemain de la grande guerre, les Gouvernements de Paris et de Bruxelles, se couvrant du vain prétexte de la sauvegarde de l'intérêt national, mais

cédant en réalité à la vague de protectionisme et de réglementation outrancière que le trouble économique de l'après-guerre avait soulevé dans toute l'Europe, ont hérissé à l'envi leurs frontières respectives de barrières douanières, élevées au point de stimuler la fraude, et promulgué des dispositions allant jusqu'à prohiber tantôt l'exportation, tantôt l'importation, de nombre de produits d'usage cependant général.

La conséquence obligée de cette politique nouvelle, fut de rendre les formalités aux frontières de plus en plus compliquées et tracassières, et d'imposer, notamment à cette catégorie de travailleurs qui nous occupe, de se soumettre deux fois par jour, sinon chaque semaine, à l'accomplissement de ces multiples formalités. De là pour ceux-ci des ennuis, des pertes de temps et finalement des débours, qui provoquèrent de la part des intéressés des protestations véhémentes autant que justifiées !

Des circonstances d'un autre ordre vinrent encore aggraver cette situation :

L'Administration française prétendant protéger ses travailleurs nationaux contre

la concurrence de la main-d'œuvre étrangère, dont certains dénonçaient la venue comme génératrice de bas salaires, soucieuse, d'autre part, d'interdire l'accès de son territoire à des agitateurs étrangers propagateurs de théories dangereuses pour la paix et l'ordre public, inaugura un régime de réglementation et de contrôle visant absolument tous les travailleurs étrangers venant de tous les pays, s'établir sur le territoire de la République.

La réglementation inspirée de ces préoccupations nouvelles, d'ailleurs essentiellement instable de sa nature, pouvait au surplus toujours être rendue plus stricte encore, par simple décret rendu exécutoire du jour au lendemain.

Ces innovations successives finissaient par rendre la venue régulière des ouvriers belges en France tellement difficile, que cette immigration temporaire de notre main-d'œuvre se ralentissait sérieusement, chose que le Gouvernement à Paris ne désirait absolument pas voir se produire !

Des négociations s'ouvrirent donc pour mettre fin à cet état de choses, et un Accord intervint le 4 juillet dernier, entre les plénipotentiaires belges et français.

Vu le grand nombre de travailleurs belges intéressés à la question on conçoit l'impatience avec laquelle est attendue par les populations voisines de notre frontière sud, la mise en vigueur du traité ainsi élaboré.

Cet Accord vise à régler en les simplifiant, les formalités imposées à ceux des ressortissants des deux pays, que leurs occupations appellent à traverser souvent les bureaux-frontières, soit pour gagner les localités où ils vont travailler, soit pour revenir dans celles dans lesquelles ils ont gardé leur domicile.

Il assure, en outre, aux ouvriers belges se trouvant dans ce cas, l'appréciable avantage de les exempter de l'accomplissement à leur entrée en France, de toutes les formalités actuellement imposées, ou susceptibles d'être imposées par la suite, à tous étrangers

autres que les Belges, ainsi que du paiement de la taxe des Étrangers. Ces avantages sont assurés à nos travailleurs belges, moyennant la seule production des trois documents ci-après, expressément cités au traité :

1^o Une carte d'identité, qui leur sera délivrée gratuitement par le bourgmestre de leur commune en Belgique;

2^o Un certificat de bonnes vie et mœurs, à signer par le commissaire de police de leur domicile en Belgique;

3^o Une attestation du chef de l'établissement qui l'emploie ou s'engage à l'employer en France, visée par l'Office public de placement français compétent.

Tout ouvrier belge porteur de ces trois documents, sera admis pendant deux ans, à traverser librement la frontière, et exempté pendant la même durée de temps, du paiement de toute taxe frappant les Étrangers en France.

La dite carte ne pourra être retirée à son porteur en France, qu'en cas de délit. Dans cette éventualité, toute carte retirée sera retournée au Gouvernement belge, avec indication des motifs du retrait.

Tous ces avantages visent les ouvriers saisonniers comme les autres, sauf l'obligation supplémentaire pour les premiers, de faire viser leur carte à l'entrée et à la sortie du territoire français, par le commissaire français délégué à cette fin.

Bénéficiaires du dit visa, nos ouvriers saisonniers peuvent faire en France, au cours d'une même année, plusieurs séjours, dont la durée respective ne dépassera pas soixante jours.

La délivrance par les autorités belges de la carte d'identité indispensable aux ouvriers belges désireux de bénéficier du nouveau régime, entraînera évidemment pour le Trésor public une certaine dépense. Mais elle permettra d'établir une statistique exacte, des migrations de la main-d'œuvre entre la France et la Belgique; et les autorités des deux pays s'accordent à dire, que pareille statistique tenue à jour, constituera pour

l'étude de certains problèmes d'intérêt égal pour les deux pays, une documentation éminemment utile.

En résumé, la réglementation établie en vertu du Traité du 4 juillet dernier, telle qu'elle va être mise en pratique, a paru à tous les membres de votre Commission appelés à en délibérer, heureusement conçue. Elle répond leur semble-t-il de façon adéquate, aux nécessités de l'heure, fixant de façon définitive et réduisant au minimum exigé par le souci de l'intérêt public, les obligations à imposer aux bénéficiaires du régime de faveur ainsi organisé par le

Gouvernement de Paris, au bénéfice de nos ouvriers belges.

S'inspirant des conclusions auxquelles a abouti son examen, votre Commission des Affaires Étrangères engage la Haute Assemblée à donner une approbation sans réserve au Traité lui soumis par le Gouvernement, et déjà adopté par la Chambre des Représentants.

Le Président,
Bon DESCAMPS.

Le Rapporteur,
E. DIGNEFFE.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 25 SEPTEMBER 1928

Verslag uit naam van de Commissie voor Buitenlandsche Zaken, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot goedkeuring van het tusschen België en Frankrijk gesloten akkoord betreffende de grens- en seizoen-arbeiders.

(Zie de n^{rs} 296 en 302 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 16 en 22 Augustus 1928.)

Aanwezig : de heeren Baron DESCAMPS, voorzitter ; Ridder BEHAGHEL DE BUEREN, Hertog d'URSEL, FRANÇOIS, LEYNIERS, POLET, Burggraaf ADRIEN VILAIN XIII, VOLCKAERT en DIGNEFFE, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Sedert tal van jaren gaan Belgische arbeiders die op de Fransche grens wonen (men raamt hun aantal op meer dan 100,000) regelmatig werk in Frankrijk zoeken, doch blijven in België met hun gezin wonen.

Eveneens laten Fransche arbeiders, weliswaar in kleiner aantal, zich aanwerven in België, doch behouden hunne woonplaats in een naburige Fransche gemeente.

Deze arbeiders wier toestand geen geheim was voor de overheden in beide landen, trokken vroeger zonder last de grens over. Dit gebruik werd door den tijd bekrachtigd en van weerskanten werd hun alle gemak verleend om werk in het naburig land te zoeken en naar huis terug te keeren.

Daags na den wereldoorlog, onder het vage voorwendsel het nationaal belang te vrijwaren, doch in den grond zwichtend voor den vloed van protectionisme en overmatige regeling die de na-oorlogse economische beroering in heel Europa had teweeg gebracht, hebben de Regeeringen te Brussel en

te Parijs, op hare grenzen, als om strijd, tolbarreelen opgericht, in zulke mate dat daardoor het bedrog werd bevorderd, en hebben zij bepalingen uitgevaardigd waarbij de in- of de uitvoer van producten van algemeen gebruik werd verboden.

Het noodzakelijk gevolg van deze nieuwe politiek was de grensformaliteiten meer en meer tergend en ingewikkeld te maken en, onder meer, die arbeiders tweemaal per dag of eens per week te verplichten een boel formaliteiten te vervullen.

Vandaar plagerijen, verlies van tijd en geld die hevige en gewettigde klachten vanwege de belanghebbenden uitlokten.

Bovendien zou de uiteraard onvaste regeling, gesteund op deze nieuwe bezorgdheid, voortdurend strenger gemaakt worden bij eenvoudig en onmiddellijk uitvoerbaar decreet.

Deze nieuwigheden maakten het regelmatig verkeer onzer arbeiders naar Frankrijk zoo moeilijk, dat deze tijdelijke verplaatsing van onze werkkrachten naar dat land ernstig afnam, hetgeen

de regeering te Parijs allesbehalve wenschte !

Onderhandelingen werden dienvolgens ingezet om dezen toestand te doen ophouden en een overeenkomst werd op 4 Juli jl. tusschen de Belgische en Fransche gevolmachtigden getroffen.

Gelet op het aanzienlijk aantal belanghebbende Belgische werklieden, begrijpt men het ongeduld waarmee door onze bevolking bij onze zuidergrens de ten uitvoerlegging van voormelde overeenkomst verwacht wordt.

Dit akkoord heeft voor doel de formaliteiten te regelen en te vereenvoudigen, die opgelegd zijn aan de onderhoorigen van beide landen, welke door hun beroep geroepen zijn dikwijls door de grenskantoren te gaan, hetzij om zich te begeven naar de gemeenten waar zij werken, hetzij om weer te komen in deze waar zij gehuisvest zijn.

Het verzekert bovendien aan de betrokken Belgische werklieden het merklijk voordeel hen bij hun intrede in Frankrijk vrij te stellen van alle pleegvormen, die thans opgelegd zijn of in 't vervolg opgelegd zouden worden aan alle vreemdelingen behalve aan de Belgen, alsook van de taxe op de vreemdelingen, mits overlegging van de drie volgende in het akkoord uitdrukkelijk vermelde stukken :

1° Een identiteitskaart kosteloos afgeleverd door den burgemeester hunner gemeente in België ;

2° Een getuigschrift van goed gedrag en goede zeden, geteekend door den politiecommissaris hunner woonplaats in België ;

3° Een getuigschrift van het hoofd van de inrichting die hen in dienst neemt of die zich verbindt hen in dienst te nemen in Frankrijk, gevisieerd door het bevoegde Fransche « Office public de placement ».

Elke Belgische werkman, houder van deze drie stukken, krijgt vrij grensver-

keer gedurende twee jaar en wordt gedurende dezen termijn vrijgesteld van alle vreemdelingentaxe in Frankrijk.

Bedoelde kaart kan slechts in geval van delict aan haar houder in Frankrijk ontnomen worden. In dit geval wordt de kaart teruggezonden naar de Belgische Regeering, onder opgave van de reden dier afneming.

Al deze voordeelen gelden voor de seizoenarbeiders zooals voor de overigen, behalve dat de eersten bovendien bij het betreden van het Fransche grondgebied en bij het verlaten daarvan hun kaart moeten laten viseeren door den daartoe bevoegden Franschen commissaris.

Voorzien van dit visa, kunnen de seizoenarbeiders in Frankrijk in den loop van een zelfde jaar herhaaldelijk verblijven, met ten hoogste zestig dagen verblijftermijn.

De afgifte door de Belgische overheid van de identiteitskaart, die onmisbaar is voor de Belgische arbeiders welke van het nieuwe stelsel gebruik maken, zal stellig van de Openbare Schatkist een zekere uitgave vergen, doch deze zal toelaten een juiste statistiek op te maken van de verplaatsing der werkkrachten tusschen Frankrijk en België, en de overheden van beide landen zijn het eens om te zeggen dat dergelijke bijgehouden statistiek, voor de studie van sommige vraagstukken voor de twee landen van even groot belang, een bij uitstek nuttige documentatie zal vormen.

Kortom, de aldus krachtens de overeenkomst van 4 Juli jl. opgemaakte regeling, komt zooals zij in de practijk zal worden omgezet, doelmatig voor aan al de leden van uw Commissie, daar zij passend in de huidige behoeften voorziet, en de verplichtingen, op te leggen aan de belanghebbenden van het aldus door de Fransche Regeering uitsluitend ten bate van de Belgische werklieden ontworpen stelsel, bepaald regelt en herleidt tot een door het algemeen belang vereischt minimum.

Ingaande op de besluiten waartoe het onderzoek heeft geleid, verzoekt uw Commissie van Buitenlandsche Zaken de Hooge Vergadering zonder voorbehoud haar goedkeuring te hechten aan eene overeenkomst, welke de Regeering

ons voorlegt en die reeds door de Kamer der Volksvertegenwoordigers werd aangenomen.

De Verslaggever,
E. DIGNEFFE.

De Voorzitter,
B^{on} DESCAMPS.